

DEUX ANALYSES DES MARCHES INTERNATIONAUX

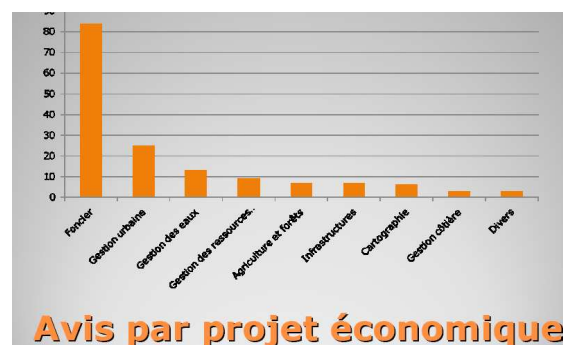
1 - ANALYSE DES APPELS D'OFFRE INTERNATIONAUX EN INFORMATION GEOGRAPHIQUE ZOOM SUR LE FONCIER (2007)

L'analyse porte sur les d'appels d'offre que Géoexpert a communiqués en 2007 à ses adhérents, à partir des avis diffusés par United Nations Development Business (UNDB). Géoexpert est une association regroupant des entreprises de géomètres experts et des acteurs internationaux évoluant dans des secteurs complémentaires, la topographie et la cartographie nécessitant des apports pluridisciplinaires (économie, sociologie et anthropologie). Les centres d'intérêt de l'association Géoexpert se concentrent sur la problématique foncière, la cartographie et l'aménagement du territoire. United Nations Development Business (UNDB) intègre les avis d'appels d'offre financés par des bailleurs de fond importants, comme la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, le Millenium Challenge et l'ONU.

Au cours de l'année 2007, 157 avis ont été identifiés et diffusés par l'association, ce chiffre représentant 20 à 25 % du nombre total des avis diffusés par Géoexpert cette année.

L'examen de ces avis permet de tirer plusieurs enseignements.

Répartition par secteur



Près de la moitié des appels d'offre rediffusés relèvent du secteur foncier ; ceci n'est pas un hasard dans la mesure où Géoexpert assure une veille exhaustive sur ce secteur d'activité ; de plus, 3 bailleurs de fonds de l'association sont très impliqués dans ce secteur : la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement et le Millenium Challenge.

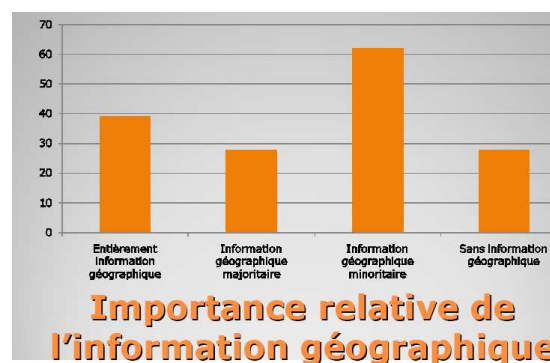
Les autres projets économiques correspondent aux priorités de la communauté internationale : la gestion urbaine, avec le défi de l'urbanisation mondiale sans cesse croissante, la gestion des eaux avec la distinction usées/potables et la

prévention des risques d'inondation, la gestion des ressources naturelles et minières, l'agriculture et la forêt, les infrastructures routières et électriques notamment, la cartographie avec la mise en place de systèmes de réseau GPS permanent et la gestion des côtes avec en filigrane la question du réchauffement climatique et de l'érosion du littoral.

Donneurs d'ordre : la Banque Mondiale est le premier diffuseur d'avis (elle estime qu'entre 2000 et 2004, elle a investi un milliard de dollars dans des projets fonciers, principalement en Europe Centrale et Orientale, mais le Millenium Challenge est en train de devenir un grand pourvoyeur de projets de développement (particulièrement en Afrique) en en finançant davantage que la Banque Interaméricaine de Développement.

Répartition par continent : l'Afrique est le premier bénéficiaire de cette aide financière ; viennent ensuite l'Amérique latine et l'Asie, puis l'Europe et la Russie, et enfin le Moyen-Orient, l'Afrique du nord et les projets internationaux.

Présence d'information géographique



Près de 20 % de ces avis sont sans information géographique apparente ou explicite, mais sont tout de même intéressants économiquement, dans la mesure où ils comprennent notamment des procédés d'évaluation, d'expertise juridique concernant l'enregistrement de la propriété foncière ou des procédés d'évaluation de la masse de la valeur foncière.

L'information géographique est rarement un objectif en tant que tel, mais est plutôt un outil d'aide à la prise de décision.

2 - ANALYSE DES APPELS D'OFFRES DE L'UNION EUROPEENNE POUR LE SECTEUR DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

L'étude a pour objectif de produire une analyse spécifique au secteur de l'information géographique, à partir des appels d'offres publiés par l'Union européenne. Elle devrait permettre de classer les opportunités d'affaires qui pourraient être visibles dans les prochains mois.

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds au monde sur le champ de l'aide. L'information géographique ne constitue pas une priorité en tant que telle, mais peut faire partie de projets.

Pour l'analyse des appels d'offres, la démarche suivante a été mise en oeuvre :

- déterminer et définir les mots clefs et les thèmes qui se rapportent à l'information géographique,
- analyser le contexte de l'Union européenne et des pays, ce qui permet de donner lieu à l'élaboration d'une certaine orientation aux réponses aux appels d'offres,
- analyser les documents de programmation, qui définissent les besoins des pays,
- établir les priorités de chaque pays,
- repérer les prévisions relatives à l'information géographique,
- étudier et effectuer une veille sur les appels d'offres qui sortent,
- élaborer des listes de pays susceptibles de publier des appels d'offre contenant de l'information géographique.

Les mots clefs ont été choisis par domaines d'actions (secteurs susceptibles d'aborder de l'information géographique), en les abordant dans au moins deux langues : anglais et français.

En amont des appels d'offre, plusieurs séries de documents ont été analysées : les documents de stratégie pays (DSP), les Plans Indicatifs Nationaux (PIN), le document indicatif de planification pluriannuel (deux ans) pour les pays éligibles de l'aide de préadhésion (IPA), les Plans Action Annuels (PAA). Ces documents visent à mettre en œuvre les programmes suivants : le FED (22MM€), l'Instrument de Coopération et de Développement (ICD), 17 MME, l'Instrument Européen de Partenariat et de Voisinage (IEVP), (12 MME), l'Instrument de Préadhésion (IPA), (10 MME).

Pour les appels d'offres, l'avis de pré-information apparaît sur le site EuropeAid : y figurent le titre du projet, le type de marché et le budget auquel il

correspond. Quant à l'avis de marché, il est plus détaillé. Il y est notamment indiqué si les consortiums y sont autorisés ainsi que les critères d'éligibilité.

L'analyse de cet ensemble d'appels d'offres a permis de dégager plusieurs situations, sur 131 pays bénéficiant de ces programmes analysés :

- sur la première liste, 12 appels d'offres intègrent clairement de l'information géographique, dont trois ne concernent pas un pays mais une zone (appels d'offres régionaux),
- une deuxième liste a été établie, composée de 38 pays où les appels d'offres sont susceptibles d'intégrer de l'information géographique.
- une troisième liste comprend 81 pays qui, jusqu'en 2013, ne devraient pas présenter d'information géographique au vu des PIN et des PAA.

15 pays sont absents de l'analyse du fait qu'ils ne bénéficient pas d'aide ou que celle-ci est suspendue, notamment pour des raisons géopolitiques.

En conclusion, les projets dans le domaine de l'information géographique s'avèrent très peu nombreux, mais sont susceptibles d'être porteurs. Pour être efficace, il ne faut pas se contenter de répondre à un appel d'offres dans l'idée de travailler avec l'Europe, mais il faut effectuer une préparation en amont, avec une veille continue. Il est important de noter que le décalage entre le moment de la sortie du PIN et la publication de l'appel d'offres peut prendre plusieurs années.

ⁱ Cette fiche est établie à partir de deux exposés :

- « Analyse des appels d'offres 2007 diffusés par GEOEXPERT à partir de United Nations Development Business » par Rafic Khouri lors du séminaire « Innovations et développement du secteur de l'information géographique » (5 oct. 2009),
- « Etat des marchés pour le secteur de l'information géographique », par Henry Arnal, lors du séminaire « La réforme de la coopération technique de l'union européenne - Le cas de l'information géographique » (16 sept. 2010).

Ces deux exposés sont accessibles sur le site du CNIG (<http://www.cnig.gouv.fr> rubrique International) et sur le site de l'AFIGéO (www.afigeo.asso.fr).